



Éditorial

Il y a quelque mois, les États s'étaient massivement portés au chevet d'un système financier mondial agonisant pour avoir multiplié les excès. Les milliards de dollars alors déversés dans le système afin de lui éviter de s'effondrer totalement étaient, en principe, suspendus à la mise en place d'une nouvelle régulation de cette sphère financière trop souvent déconnectée de l'économie réelle.

Quelques mois plus tard, où en sommes nous ?

L'actualité récente de la Zone euro et de sa dette souveraine, ayant suscité la plus vive inquiétude des marchés au point de contraindre l'ensemble des États à se tourner, en période de timide reprise, vers la mise en oeuvre de plans de rigueur, pose à nouveau un certain nombre de questions.

Le double jeu spéculatif adopté par certains établissements financiers lors de la crise de la dette souveraine grecque, nous indique sans trop de doutes que le système n'a finalement pas beaucoup changé malgré les nombreuses bonnes intentions (trop peu coordonnées ?).

Par ailleurs, quel crédit aujourd'hui apporter aux marchés qui imposent de facto la rigueur en Europe, alors qu'ils semblent beaucoup plus conciliants avec la même situation (sinon pire) de l'autre côté de l'Atlantique ? Plus encore, comment ne pas soulever le paradoxe actuel d'investisseurs qui réclament à la fois croissance et rigueur...

Quoiqu'il en soit, il n'existe pas de bonne, ni de mauvaise solution. D'un côté, nous ne pouvons plus raisonnablement continuer de creuser la dette (de toute façon les investisseurs ne sont plus enclins à nous prêter comme avant) mais d'un autre côté, sans croissance, la réduction des déficits s'avère d'autant plus ardue. Les voies de la reprise apparaissent donc aujourd'hui encore plus étroites qu'hier.

Cependant, si nous souhaitons les retrouver rapidement à l'échelle du continent européen (qui est aujourd'hui pour nous l'échelle la plus pertinente dans ce monde globalisé), il conviendrait sans doute d'être capable de mener des politiques fortes et coordonnées, à l'écoute des marchés, bien entendu, mais plus seulement en réaction aux postulats de ces derniers.

Si la sortie de crise n'est pas encore pour aujourd'hui, continuons toutefois sans relâche de mobiliser toutes les énergies et d'explorer toutes les pistes de développement pour nos entreprises afin de préparer l'avenir.

Bernard DAURENSAN
Président de l'OESTV

1 - Tendances internationales Une reprise à plusieurs vitesses

Si l'activité économique avait montré, partout dans le monde, les premiers signes d'un rebond (plus ou moins vigoureux) à partir du printemps 2009 sous l'impulsion notamment des divers plans de relance initiés à l'échelle de la planète, **la situation conjoncturelle de ce début d'année 2010 ressemble davantage à un patchwork de situations contrastées mettant en définitive en lumière la difficulté à coordonner les politiques de soutien à l'économie en cette période de crise mais aussi les mirages des promesses d'une nouvelle régulation de la sphère financière.**

L'inquiétude des marchés sur le niveau de la dette souveraine limite les perspectives de reprise dans la Zone euro

En Zone euro, la défiance des marchés sur les perspectives de croissance de certains pays de l'Europe du Sud a propulsé au devant de la scène la problématique du niveau de la dette souveraine et des déficits publics (qui ne sont, en partie, que les pendents de la dette privée à l'origine de la crise que nous continuons de traverser aujourd'hui). Devant les difficultés affichées par les pays de l'Union dans la gestion de cette crise, d'abord confinée à la Grèce, l'inquiétude des marchés s'est ensuite rapidement propagée à d'autres pays (Portugal, Irlande, Espagne) avant de contraindre, par crainte d'une contagion généralisée, les gouvernements de l'ensemble des pays de la zone à annoncer, les uns après les autres, des programmes d'assainissement (de rigueur) des finances publiques (hausse de la TVA, gel voire baisse des salaires des fonctionnaires, rognage des niches fiscales ...).

Politiques de rigueur en vue, chômage à son plus haut niveau en Zone euro depuis 1998 (10,1% en avril 2010), ménages davantage soucieux de se désendetter ou de se constituer une épargne de précaution que de consommer (la consommation des ménages serait quasi atone à +0,3% dans la Zone euro en 2010), États dont les capacités à soutenir l'économie réelle sont aujourd'hui des plus réduites ... forment ainsi le terreau d'une croissance eurolandaise qui devrait être extrêmement poussive en 2010 (+1,0% en prévision après -4,1% en 2009) et qui resterait très modérée en 2011 (+1,5%).

Prévisions de croissance du PIB

source : FMI - avril 2010

	2009	2010 (p)	2011 (p)
MONDE	-0,6%	+4,2%	+4,3%
ÉCONOMIES AVANCÉES	-3,2%	+2,3%	+2,4%
Zone Euro	-4,1%	+1,0%	+1,5%
États-Unis	-2,4%	+3,1%	+2,5%
Japon	-5,2%	+1,9%	+2,0%
Royaume-Uni	-4,9%	+1,3%	+1,5%
France	-2,2%	+1,5%	+1,7%
Allemagne	-5,0%	+1,2%	+1,7%
Espagne	-3,6%	-0,4%	+0,9%
ÉCONOMIES ÉMERGENTES	+2,4%	+6,3%	+6,5%
Chine	+8,7%	+10,0%	+9,9%
Inde	+5,7%	+8,8%	+8,4%
Brésil	-0,2%	+5,5%	+4,1%
Russie	-7,9%	+4,0%	+3,3%

États-Unis : une croissance à crédit(s) ... publics

Résultat du massif plan de relance de près de 800 milliards de \$ mis en place en 2009, et de la volonté affichée par le gouvernement américain de poursuivre son soutien à l'économie (plutôt que de mettre en oeuvre dès à présent une politique de rigueur), **la croissance aux États-Unis devrait rebondir en 2010 de +3,1%** (contre -2,4% en 2009) **avant de se modérer quelque peu en 2011 (+2,5%)**. La confiance des marchés, dont bénéficie à l'évidence encore aujourd'hui les États-Unis malgré une dette et un déficit publics supérieurs à ceux de la Zone euro, constitue néanmoins la question cruciale des années à venir pour la croissance outre-atlantique.

Les économies émergentes soutiennent la croissance mondiale

Nouveaux pôles économiques et maintenant politiques dans ce monde "d'après crise", les économies émergentes ont toutes retrouvé le chemin de la croissance. Leur activité devrait ainsi croître vigoureusement de 6,3% en 2010 (après +2,4% en 2009) puis de 6,5% en 2011.

2 - Une conjoncture nationale encore très hésitante sur le début d'année 2010

Source : INSEE - Traitement : Observatoire Économique, Social et Territorial de la Vendée

Une activité qui peine à confirmer le timide redémarrage observé fin 2009

Depuis la mi-2009, et sous l'influence des divers plans de relance, l'activité française s'était progressivement redressée, de façon toutefois mesurée, après avoir touché son point bas au 1^{er} trimestre 2009.

Le 1^{er} trimestre 2010 marque cependant un arrêt dans ce redressement : le Pib français ayant quasiment stagné (+0,1%) par rapport à celui du 4^{ème} trimestre 2009.

En prévision 2010, et compte tenu de ce début d'année médiocre, la croissance de l'activité hexagonale devrait rester très faible en s'établissant autour de +1,4%.

Une demande intérieure (consommation et investissements) défailante

Cette médiocre performance de l'activité française en ce début d'année 2010 relève avant tout d'une demande intérieure (hors stocks) en perte de vitesse. Cette dernière contribue en effet négativement à la croissance du Pib de -0,1 point au 1^{er} trimestre après +0,5 point au 4^{ème} trimestre 2009.

D'une part, la consommation des ménages s'est stabilisée au 1^{er} trimestre (+0,0% après +0,9% sur le trimestre précédent) sous l'effet d'un recul des dépenses en produits manufacturés (-1,9% après +2,8%). Parmi ces derniers, l'automobile est le poste le plus impacté en raison de la diminution de la prime à la casse au 1^{er} janvier : les achats reculent de 11,2% au 1^{er} trimestre 2010 après avoir progressé de +7,7% lors de leur pic de fin 2009.

Enfin, il convient de souligner que **cette stagnation de la consommation des ménages observée en ce début d'année 2010 aurait pris la forme d'une chute plus brutale sans l'impact de la progression très sensible des achats en énergie (+2,9% après +1,4%)** en raison de l'exceptionnelle vigueur de l'hiver.

Principal moteur de notre croissance dans les années d'avant crise, la consommation des ménages pourrait, dans les prochains mois, emprunter la tendance d'une très faible croissance compte tenu du climat économique encore très incertain : faibles évolutions salariales, peur du chômage, tendance à la constitution d'une épargne de précaution, renchérissement des produits importés compte tenu de la dévaluation de l'euro...

D'autre part, la contraction des investissements se poursuit sur le 1^{er} trimestre 2010 aussi bien pour les entreprises que pour les ménages.

Pour les entreprises non financières (ENF), le rythme de contraction des immobilisations s'atténue quelque peu en ce début d'année (-0,9% au 1^{er} trimestre contre -1,2% au trimestre précédent) mais confirme toutefois le manque de confiance persistant des chefs d'entreprises sur le proche horizon économique. En prévision sur 2010, les investissements des ENF reculeraient encore de 2% après -7,9% en 2009.

Du côté des ménages, la situation est identique. Après deux années de repli (-2,7% en 2008 puis -8,7% en 2009), leurs investissements (dans l'immobilier pour l'essentiel) continuent de se modérer au 1^{er} trimestre 2010 (-0,7% après -1,5% au 4^{ème} trimestre 2009). Sur l'année 2010, ils reculeraient de 3,2%.

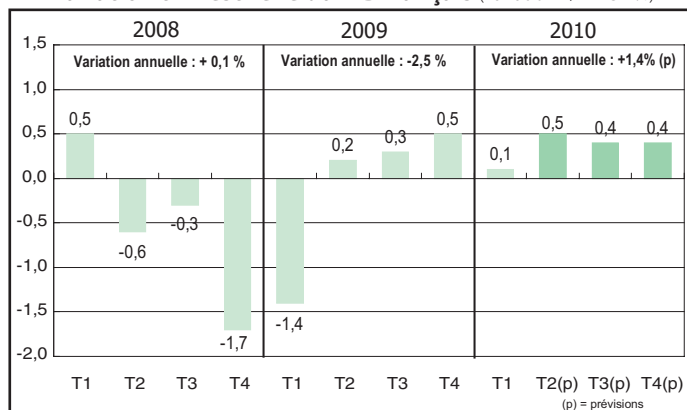
Notre balance commerciale profite de la dévaluation de l'euro

Seule éclaircie dans ce tableau conjoncturel plutôt sombre, notre commerce extérieur profite très nettement au 1^{er} trimestre de la dévaluation de l'euro qui permet à nos exportations d'être plus compétitives sur les marchés internationaux.

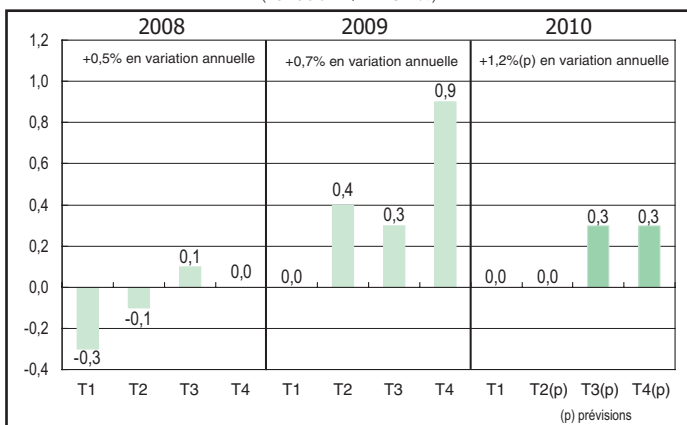
Ainsi, nos exportations progressent assez vivement (+3,9% après +0,4%) sur les trois premiers mois de 2010 par rapport au 4^{ème} trimestre de l'année passée grâce notamment au dynamisme des produits manufacturés (+5,2% après +1,3%).

Dans le même temps, nos importations augmentent moins fortement (+2,0% après +2,6%) en raison d'une moindre demande en automobiles et produits manufacturés.

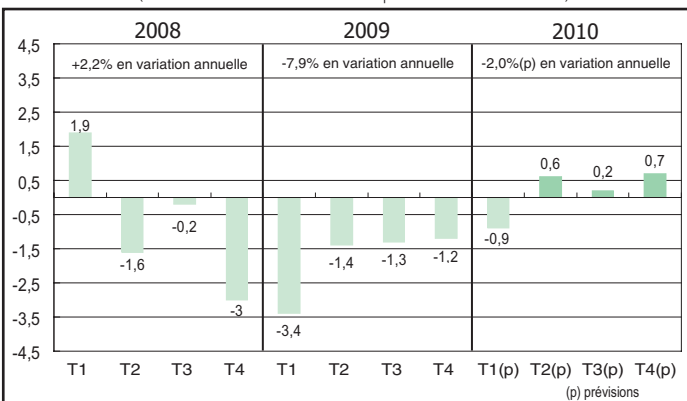
Variation trimestrielle du PIB français (variation T/T-1 en %)



Évolution trimestrielle de la consommation des ménages (variation T/T-1 en %)



Évolution trimestrielle des investissements des entreprises* (variation T/T-1 en % - *entreprises non financières)



2 - Conjoncture nationale (suite)

Source : INSEE - Traitement : Observatoire Économique, Social et Territorial de la Vendée

Très légère hausse de l'emploi salarié dans les secteurs marchands au 1^{er} trimestre 2010 grâce à l'intérim

Pour la première fois depuis le 1^{er} trimestre 2008, l'emploi salarié des secteurs marchands à l'échelle de l'Hexagone s'affiche en hausse à la fin du 1^{er} trimestre 2010. Cette progression reste toutefois très modérée avec un gain de 23 900 postes (+0,2% après un quasi équilibre au 4^{ème} trimestre 2009 avec une perte de 7 300 postes). Hors intérim, toutefois, l'emploi s'inscrit toujours en repli avec une perte de 6 500 postes.

Sur un an à fin mars 2010, les pertes d'emplois dans les secteurs marchands s'élèvent à 154 700 postes.

Par secteur, l'évolution de l'emploi est la suivante sur ce 1^{er} trimestre 2010 :

- **L'industrie continue de perdre de l'emploi** (-29 100 postes, soit -0,9%) au même rythme qu'au 4^{ème} trimestre 2009. Sur un an, à fin mars 2010, les destructions dans ce secteur concernent 153 400 postes.

- **La construction a créé 3 000 postes (+0,2%) sur les trois premiers mois de 2010** après en avoir détruit près de 10 000 en fin d'année passée. Sur un an, les pertes d'emplois du secteur s'établissent à 33 800 postes (-2,3%).

- **Dans le secteur tertiaire, la hausse des effectifs s'est élevée à 50 000 postes au 1^{er} trimestre ; soit une progression de 0,5% par rapport au trimestre précédent.** D'une part, les créations dans l'intérim se sont accélérées avec 30 400 créations sur ces trois premiers mois (+6,2% après +5,0% au 4^{ème} trimestre 2009). D'autre part, hors intérim, la croissance de l'emploi salarié a également été un peu plus vive : +19 600 postes contre +10 300 postes au 4^{ème} trimestre 2009. Dans le détail, les situations restent néanmoins diverses selon les secteurs composant cet ensemble "tertiaire hors intérim" : commerce et réparation automobile +9 500 postes au 1^{er} trimestre 2010, hébergement et restauration +12 300, activités financières et d'assurance +4 200 ... et à l'inverse, transport et entreposage -6 500 postes, information et communication -4 000...

Sur un an à fin mars 2010, l'ensemble du secteur tertiaire a créé 32 600 emplois (mais en a détruit 53 000 hors intérim).

Le taux de chômage stagne à un niveau élevé au 1^{er} trimestre 2010

En moyenne sur le 1^{er} trimestre 2010, le taux de chômage en France métropolitaine s'est établi à 9,5% de la population active, soit au même niveau que celui observé au trimestre précédent.

La France métropolitaine compte 2,7 millions de demandeurs d'emploi (DE) en ce début d'année 2010 (soit +258 000 comparé au 1^{er} trimestre 2009 et +700 000 comparé au 1^{er} trimestre 2008).

Par catégorie de DE, on observe les évolutions suivantes :

- stabilité des DE féminins (-2 000) comparé au 4^{ème} trimestre 2009 mais légère progression de leur homologues masculins (+6 000).
- le nombre de DE âgés de 15 à 24 ans recule de 2% (-13 000)
- à l'inverse, les plus de 49 ans progressent de 2,9%, soit 14 000 DE supplémentaires.

Climat des affaires à la mi-2010 : variable selon les secteurs d'activité

- **Industrie manufacturière** : selon les chefs d'entreprises interrogés en mai 2010 lors de l'enquête mensuelle de conjoncture de l'Insee, le climat des affaires dans l'industrie continue de s'améliorer : l'indicateur synthétique des affaires progresse de 1 point (97 contre 91 en janvier) par rapport à avril et se rapproche de sa moyenne longue période (100). On note particulièrement une amélioration sensible des carnets de commande globaux (même s'ils demeurent encore loins de leur moyenne long terme) et des stocks.

- **Construction / BTP** : malgré une amélioration de l'indicateur synthétique des affaires (+1 point comparé à avril), ce dernier reste néanmoins proche de celui du début d'année 2010 (93 en mai contre 92 en janvier). Les entrepreneurs jugent encore difficile la situation de leurs carnets de commande mais sont plus optimistes sur le niveaux des prix pratiqués sur le marché.

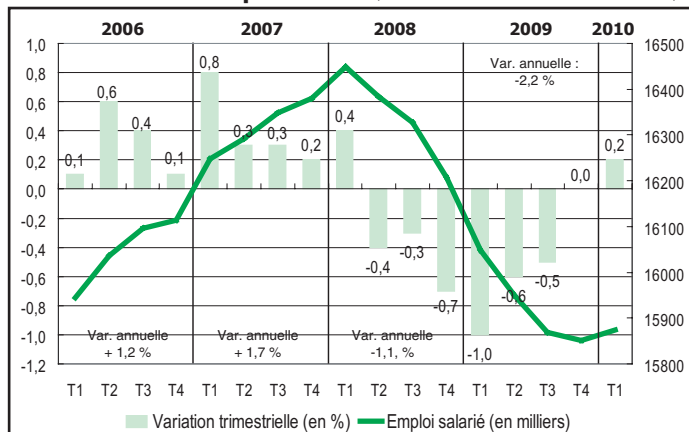
- **Commerce de détail / automobile** : les chefs d'entreprises constatent un tassement de l'activité lors de l'enquête de conjoncture de mai 2010 et anticipent une dégradation des perspectives générales d'activité pour les mois à venir.

- **Services** : la conjoncture du secteur est restée stable en mai 2010 (indicateur synthétique à 98) après la très nette amélioration observée entre mars et avril (de 92 à 98).

Moral des ménages : pessimisme ambiant...

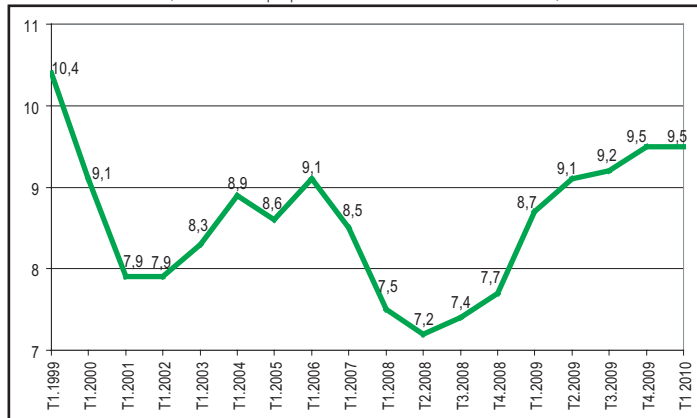
- **Opinions des ménages** : en mai 2010, le moral des ménages se détériore à nouveau, et ce comme chaque mois depuis le début de l'année. L'indicateur résumé perd 1 point comparé à avril et s'établit ainsi à 8 points de celui observé en janvier. Les perspectives d'évolution de la situation financière personnelle ainsi que du niveau de vie en France cristallisent les principales inquiétudes.

Évolution de l'emploi salarié (données cvs - secteurs marchands)



Taux de chômage en France métropolitaine

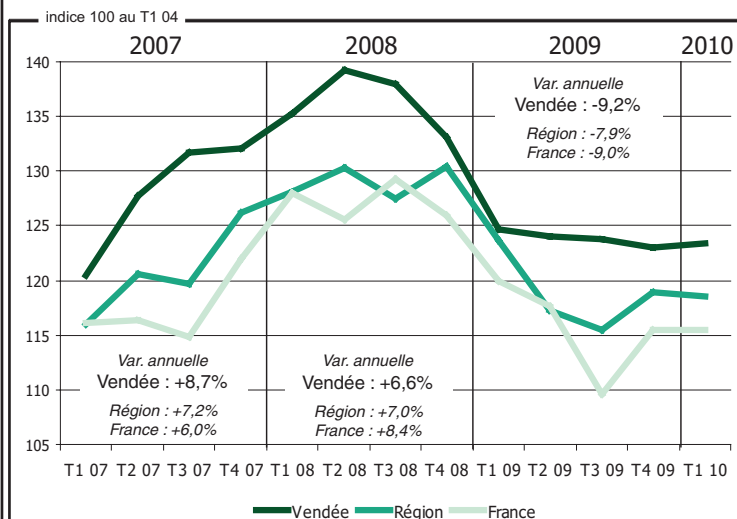
(en % de la population active - au sens du BIT)



3 - Conjoncture vendéenne : Chiffre d'affaires des entreprises

Source : Direction des Services fiscaux - Traitement : Observatoire Économique, Social et Territorial de la Vendée

Un début d'année 2010 stable comparé à 2009 ... mais toujours en net recul comparé à 2008



Les entreprises vendéennes relevant du régime réel normal ont déclaré un chiffre d'affaires de 6 781,4 millions d'€ au cours du 1^{er} trimestre 2010. Ce résultat s'inscrit en baisse de -1,0% comparé au 1^{er} trimestre 2009 et toujours en fort retrait de -8,8% comparé au 1^{er} trimestre 2008.

Cette légère tendance à la contraction de l'activité enregistré au 1^{er} trimestre 2010 s'est toutefois inversée sur la période avril/mai 2010 avec une croissance de +2,7% comparé à la même période de 2009.

Ainsi, sur les 5 premiers mois de 2010, le chiffre d'affaires des entreprises vendéennes s'affiche en hausse de +0,5% par rapport à la même période de 2009 (-8,8% comparé aux 5 premiers mois de 2008).

A l'inverse des entreprises vendéennes, les entreprises ligériennes et françaises ont déclaré de nouveau une baisse de leur chiffre d'affaires sur les 5 premiers mois de 2010 : respectivement -1,6% et -4,0% comparé à la même période de 2009 (respectivement -7,6% et -9,1% comparé à 2008).

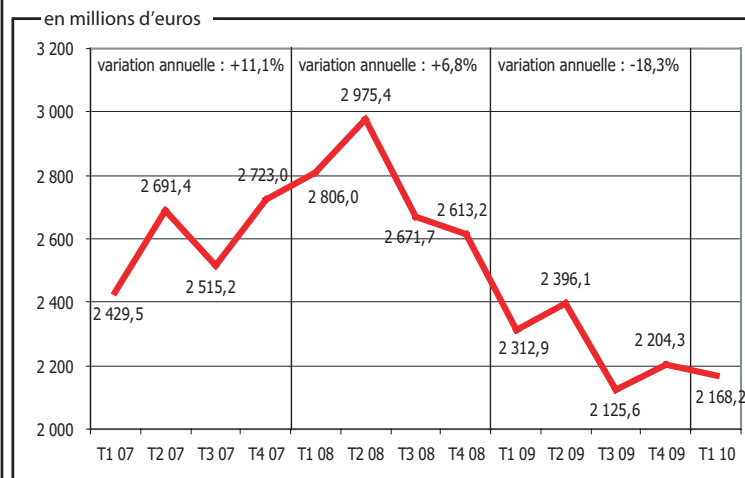
Chiffre d'affaires des entreprises soumises au régime réel normal

(en millions d'euros)	T2 09	T3 09	T4 09	T1 10
Vendée	6 814,5	6 804,6	6 758,7	6 781,4
Région	37 180	36 634	37 731	37 602
France	1 007 370	938 584	988 478	988 664

Chiffre d'affaires par secteur

→ Industrie

L'activité industrielle continue de se dégrader sur le début d'année 2010



INDUSTRIE (32,8% du chiffre d'affaires de l'ensemble des entreprises vendéennes sur les 5 premiers mois de 2010) : Le secteur de l'industrie est, comme depuis le début de la crise, celui qui, parmi les 4 grands secteurs de l'économie vendéenne, enregistre la baisse la plus conséquente de son chiffre d'affaires sur les 5 premiers mois de 2010 : -4,7% comparé à la même période de 2009. Le recul a été plus prononcé au 1^{er} trimestre 2010 (-6,3% comparé au 1^{er} trimestre 2009) que sur la période avril/mai 2010 (-2,7% comparé à avril/mai 2009).

Comparé aux 5 premiers mois de 2008, le recul du chiffre d'affaires des entreprises industrielles vendéennes sur les 5 premiers mois de 2010 est toujours très conséquent: -21,8%.

Agroalimentaire (36,6% du chiffre d'affaires total de l'industrie vendéenne sur les 5 premiers mois de 2010) : le chiffre d'affaires des industries agroalimentaires s'est établi à 1 399,7 millions d'euros sur les 5 premiers mois de 2010 contre 1 377,3 millions d'euros l'année précédente, soit une hausse de +1,6%. Comparé aux 5 premiers mois de 2008, le chiffre d'affaires de ce secteur s'affiche toutefois toujours en retrait de -8,6%.

Biens d'équipement (24,6%) : le chiffre d'affaires dans l'industrie des biens d'équipement s'élève à 938,9 millions d'euros sur les 5 premiers mois de 2010 contre 1 059,6 millions d'euros pour la même période de 2009, soit une forte baisse de -11,4% (comparé aux 5 premiers mois de 2008, l'activité s'établit en retrait de -38,1%).

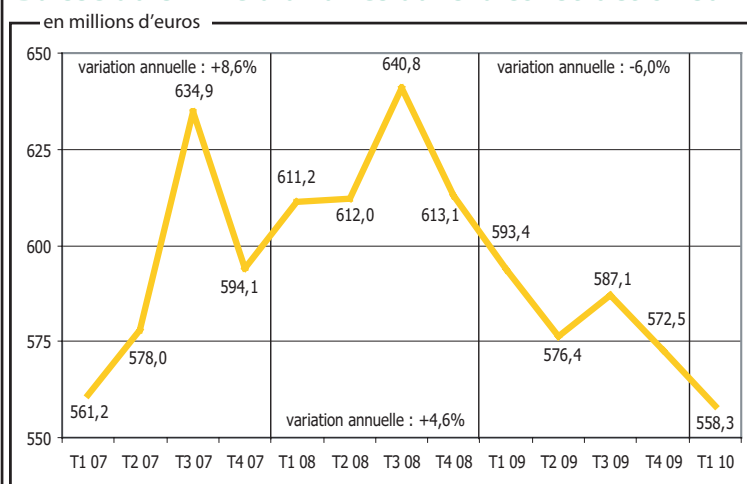
Biens intermédiaires (20,8%) : les entreprises vendéennes de l'industrie des biens intermédiaires ont déclaré un chiffre d'affaires de 794,4 millions d'euros sur les 5 premiers mois de 2010 contre 772,9 millions d'euros pour la même période de 2009, soit une hausse de +2,8%. Comparé à la même période de 2008, le chiffre d'affaires de ce début d'année 2010 demeure toujours en baisse de -13,7%.

Biens de consommation (11,3%) : le chiffre du secteur s'est établi à 430,7 millions d'euros sur les 5 premiers mois de 2010 contre 495,2 millions d'euros sur la même période de 2009, soit un net recul de -13,0% (-16,6% comparé à la même période de 2008).

Industrie automobile (5,1%) : le secteur de l'industrie automobile est celui qui enregistre la plus forte dégradation de son chiffre d'affaires sur les 5 premiers mois de 2010 : -20,5% (194,4 millions d'euros sur la période janvier/mai 2010 contre 244,5 millions d'euros sur janvier/mai 2009). Sur 2 ans, la perte d'activité dans ce secteur est encore plus marquée : -42,7% (339,1 millions d'euros avaient été déclaré sur les 5 premiers mois de 2008).

→ Construction

Baisse du chiffre d'affaires dans la construction sur les 5 premiers mois de 2010

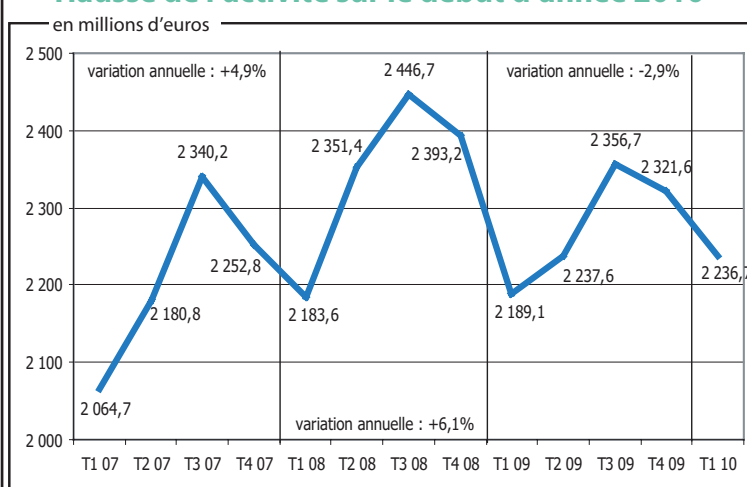


CONSTRUCTION (8,2% du chiffre d'affaires de l'ensemble des entreprises vendéennes sur les 5 premiers mois de 2010): **Les entreprises du secteur de la construction ont déclaré un chiffre d'affaires de 953,4 millions d'euros sur les 5 premiers mois de 2010 contre 988,8 millions d'euros sur la même période de 2009, soit un recul de -3,6%**. L'activité a fortement reculé au cours du 1^{er} trimestre 2010 (-5,9% comparé au 1^{er} trimestre 2009) puis s'est stabilisée lors de la période avril/mai 2010 (-0,1% comparé à avril/mai 2009).

Par rapport aux 5 premiers mois de 2008, le recul du chiffre d'affaires des entreprises vendéennes du secteur de la construction en ce début d'année 2010 s'élève à -7,1%.

→ Commerce

Hausse de l'activité sur le début d'année 2010



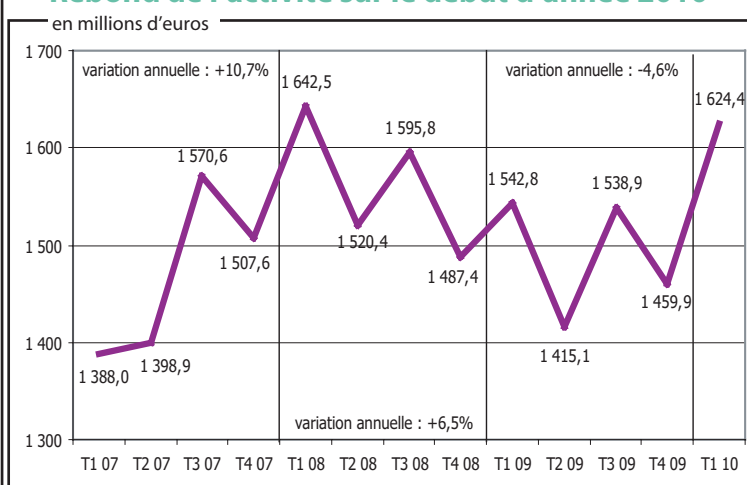
COMMERCE (32,9% du chiffre d'affaires de l'ensemble des entreprises vendéennes sur les 5 premiers mois de 2010) : **Le chiffre d'affaires des entreprises vendéennes appartenant au secteur du commerce s'est élevé à 3 829,0 millions d'euros sur les 5 premiers mois de 2010 contre 3 679,1 millions d'euros sur la même période de 2009, soit une hausse de +4,1%**. Le 1^{er} trimestre 2010 ainsi que la période avril/mai 2010 enregistrent une hausse de l'activité : respectivement +2,2% (comparé au 1^{er} trimestre 2009) puis +6,9% (comparé à avril/mai 2009).

Par rapport aux 5 premiers mois de 2008, l'activité dans le commerce s'affiche en légère hausse de +0,8%.

La hausse de l'activité des entreprises du commerce sur les 5 premiers mois de 2010 est principalement à mettre à l'actif des bons résultats enregistrés dans le **commerce et réparation automobile** (18,2% du chiffre d'affaires total du commerce sur les 5 premiers mois de 2010) et le **commerce de détail** (35,4%) avec respectivement un CA en croissance de +19,5% et de +6,7% comparé aux 5 premiers mois de 2009 (respectivement +13,1% et +5,3% comparé aux 5 premiers mois de 2008). A l'inverse, le **commerce de gros** (46,4%) enregistre une baisse de son activité de -2,7% sur les 5 premiers mois de 2010 (-6,2% comparé à la même période de 2008).

→ Services

Rebond de l'activité sur le début d'année 2010



SERVICES (23,0% du chiffre d'affaires de l'ensemble des entreprises vendéennes sur les 5 premiers mois de 2010) : **Les entreprises du secteur des services ont déclaré un chiffre d'affaires de 2 679,2 millions d'euros sur les 5 premiers mois de 2010 contre 2 526,2 millions d'euros sur la même période de 2009, soit une hausse de +6,1%**. L'activité a progressé aussi bien lors du 1^{er} trimestre 2010 que lors de la période avril/mai 2010 avec respectivement +5,3% et +7,3% (comparé aux mêmes périodes de l'année précédente).

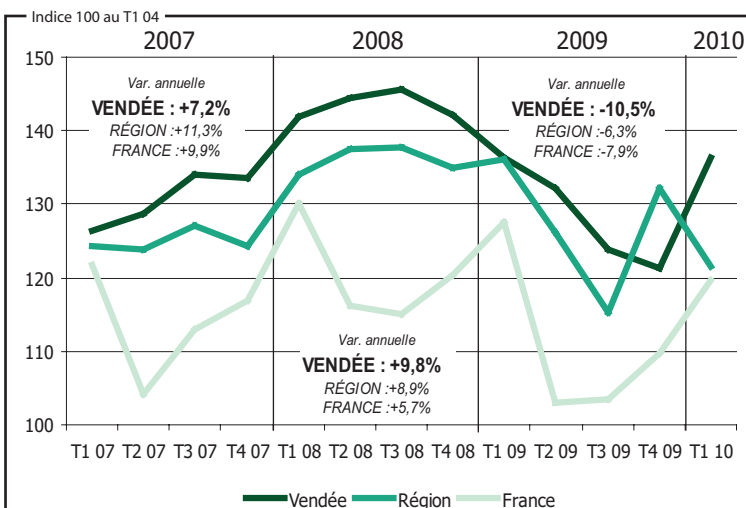
Toutefois, comparé aux 5 premiers mois de 2008, l'activité dans les services s'affiche toujours en léger retrait de -0,4% en ce début d'année 2010.

Sur les 5 premiers mois de 2010, l'activité a stagné dans les secteurs du **transport** (26,0% du chiffre d'affaires total des services sur les 5 premiers mois de 2010) et des **activités financières** (19,2%) avec respectivement +0,8% et +0,3% comparé aux 5 premiers mois de 2009 (-3,5% et +11,5% comparé à la même période de 2008). Sur la période considérée, l'activité des **services aux entreprises** (28,2%), des **services aux particuliers** (9,2%) et des **activités immobilières** (11,9%) a, à l'inverse, crû fortement : respectivement +12,4%, +8,5% et +7,9% comparé aux 5 premiers mois de 2009 (respectivement -6,4%, +10,6% et -7,3% comparé à la même période de 2008).

4 - Conjoncture vendéenne : Investissements des entreprises

Source : Direction des services fiscaux - Traitement : Observatoire Économique, Social et Territorial de la Vendée

Les investissements tendent vers un redressement début 2010 ... mais cela reste fragile



Les montants investis par les entreprises vendéennes se sont élevés à 679,8 millions d'euros au cours des 5 premiers mois de 2010 contre 687,0 millions d'euros pour la même période de 2009, soit un léger recul de -1,1%. La baisse a été plus forte sur la période avril/mai 2010 (-2,4% comparé à avril/mai 2009) que lors du 1^{er} trimestre 2010 (-0,1% par rapport au 1^{er} trimestre 2009).

Comparé aux 5 premiers mois de 2008, les immobilisations sont toujours en retrait de -6,2%.

Les entreprises ligériennes et françaises ont, pour leur part, déclaré une baisse de leurs immobilisations de respectivement -10,0% et -3,8% au cours des 5 premiers mois de 2010.

Investissements par secteur

SERVICES (55,0% du total des investissements au cours des 5 premiers mois de 2010) : Les entreprises du secteur des services ont investi 373,7 millions d'euros au cours des 5 premiers mois de 2010 contre 360,4 millions d'euros sur la même période de 2009, soit une hausse de +3,7%. Dans le détail, les immobilisations ont stagné au 1^{er} trimestre à -0,5% comparé à 2009 avant de rebondir assez nettement sur la période avril/mai de +9,7%.

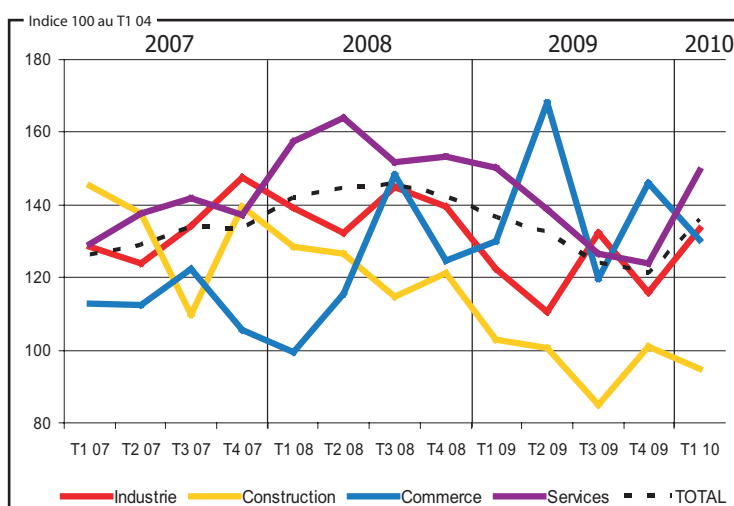
Seuls les secteurs des **transports** et des **activités immobilières** enregistrent de fortes baisses de leur investissement au cours des 5 premiers mois de 2010 (respectivement -19,7% et -9,4% comparé à la même période de 2009). A l'inverse, dans les **services aux entreprises**, les **services aux particuliers** et les **activités financières**, les immobilisations progressent de respectivement +10,9%, +7,5% et +3,8%.

INDUSTRIE (23,0%) : Les entreprises industrielles ont investi 156,2 millions d'euros au cours des 5 premiers mois de 2010 contre 159,2 millions d'euros sur la même période de 2009, soit un léger recul de -1,9%. Si les immobilisations ont assez nettement progressé au 1^{er} trimestre 2010 (+9,1% comparé à 2009), il convient cependant de noter que sur la période avril/mai, elles se sont à l'inverse très fortement contractées (-19,1%).

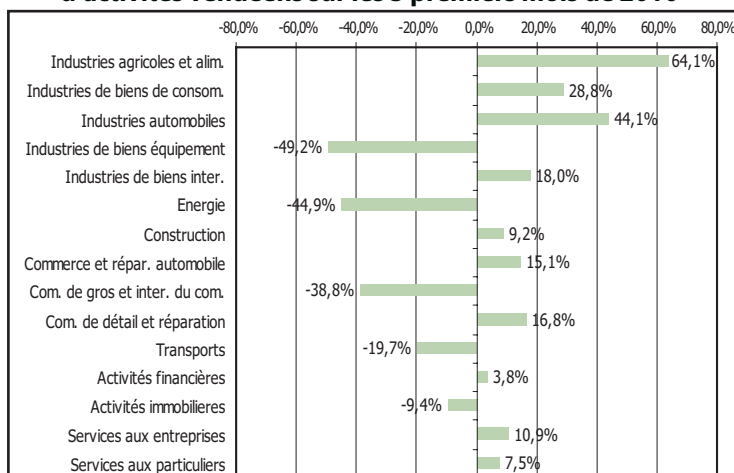
Le léger repli observé sur 5 mois est principalement dû aux fortes baisses enregistrées dans les secteurs des industries des biens d'équipement (-49,2%) et de l'énergie (-44,9%). A l'inverse, les autres secteurs industriels s'affichent en net progrès : +64,1% dans l'agroalimentaire, +44,1% dans l'industrie automobile, +28,8% dans l'industrie des biens d'équipement et +18,0% dans l'industrie des biens intermédiaires.

COMMERCE (13,2%) : Les entreprises du secteur du commerce ont déclaré 89,9 millions d'euros d'investissements sur les 5 premiers mois de 2010 contre 101,7 millions d'euros sur la même période de 2009, soit un net repli de -11,5%. Toutefois, cette baisse fait suite à une forte augmentation enregistrée l'année passée. Ainsi, comparé aux 5 premiers mois de 2008, les investissements de ce début d'année 2010 demeurent en forte hausse de +28,4%.

CONSTRUCTION (5,2%) : Les entreprises du secteur de la construction ont investi 35,5 millions d'euros sur les 5 premiers mois de 2010 contre 32,5 millions d'euros sur la même période de 2009, soit une hausse de +9,2%. Les immobilisations avaient pourtant continué de se replier au 1^{er} trimestre 2010 (-7,9% comparé à la même période de 2009) avant de rebondir très fortement sur la période avril/mai de +33,4%.



Évolution des investissements dans les principaux secteurs d'activités vendéens sur les 5 premiers mois de 2010

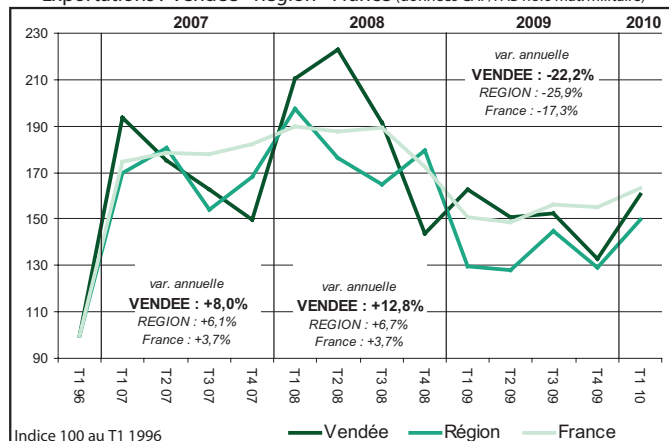


5 - Conjoncture vendéenne : Exportations

Source : Direction des Douanes
Traitement : Observatoire Économique, Social et Territorial de la Vendée

Au 1^{er} trimestre 2010, les exportations vendéennes se stabilisent à leur niveau de 2009

Exportations : Vendée - Région - France (données CAF/FAB hors mat. militaire)



Après avoir reculé de 22% sur l'ensemble de 2009, le montant des exportations vendéennes s'est, au 1^{er} trimestre 2010, stabilisé à son niveau de l'année passée (432 millions d'€ contre 438 M€ sur la même période 2009). Si la chute de nos exportations semble enrayée, et notamment compte tenu de la récente dévaluation de l'euro, ces dernières demeurent toutefois en retrait de près de 24% par rapport à celles réalisées au 1^{er} trimestre 2008 (566 M€).

En Région et en France, les montants exportés ont, pour leur part,

assez nettement progressé au 1^{er} trimestre 2010 : respectivement de 15,4% et de 8,3% comparé au 1^{er} trimestre 2009.

Principaux produits exportés : A l'exception des exportations de "viande et produits à base de viande" qui enregistrent une très forte croissance au 1^{er} trimestre 2010, les autres principaux produits d'exportation vendéens proposent des évolutions mitigées. Les "navires et bateaux" se stabilisent à leur niveau de 2009 mais bien loin des résultats de 2008, tout comme, à un moindre degré, les "articles d'habillement".

	T1 2010/ T1 2009	T1 2010/ T1 2008
Navires et bateaux (17,4% des exportations en valeur - 1 ^{er} trimestre 2010)	-1,7%	-55,4%
Viandes et produits à base de viande (15,3%)	+39,2%	+13,0%
Articles d'habillement (13,1%)	-2,3%	-13,6%
Machines et équipements d'usage général (5,3%)	-52,8%	-14,0%
Produits de la culture et de l'élevage (5,0%)	-0,3%	-36,0%
Produits de boulangerie-pâtisserie et pâtes alimentaires (3,4%)	-23,8%	-22,3%
Machines agricoles (3,3%)	-17,5%	-28,0%
Matériel électrique (3,2%)	-22,0%	+49,7%
Produits de la construction automobile (3,1%)	-7,7%	-20,0%
Outillage, quincaillerie et ouvrages divers en métaux (2,8%)	+78,9%	-0,1%
Machines diverses d'usage spécifique (2,6%)	+11,8%	-15,5%
Équipements pour automobiles (2,1%)	+24,8%	+91,2%
Appareils ménagers (1,8%)	+94,0%	+17,6%

6 - Conjoncture vendéenne : Créations d'entreprises

Source : INSEE - APCE
Traitement : Observatoire Économique, Social et Territorial de la Vendée

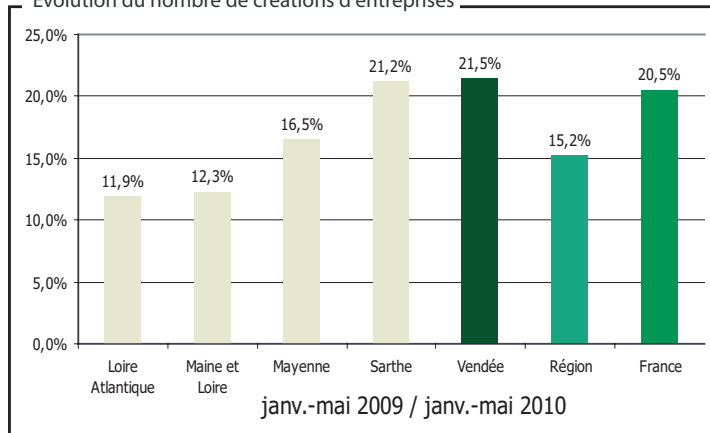
Hausse des créations d'entreprises sur les 5 premiers mois de 2010 en Vendée

Selon l'APCE, 2 332 entreprises ont été créées, reprises ou réactivées sur les 5 premiers mois de 2010, soit une hausse de +21,5% comparé à la même période de 2009. Cette hausse s'explique en partie par la montée en puissance progressive du régime d'auto-entrepreneur.

Sur l'année 2009, selon l'Insee, la Vendée a enregistré 2 560 créations d'auto-entreprises sur 4 601 créations totales. Les auto-entrepreneurs rassemblent ainsi 55,6% de l'ensemble des créations d'entreprises observées en Vendée sur l'année 2009 contre 55,2% en moyenne en France.

Hors régime de l'auto-entrepreneur, 2 041 entreprises ont été créées, reprises ou réactivées en Vendée en 2009 contre 2 591 en 2008, soit un net recul de -21,2%.

Évolution du nombre de créations d'entreprises



Source : Tribunal de Commerce de La Roche-sur-Yon - Traitement : Observatoire Économique, Social et Territorial de la Vendée

7 - Conjoncture vendéenne : Redressements et liquidations judiciaires

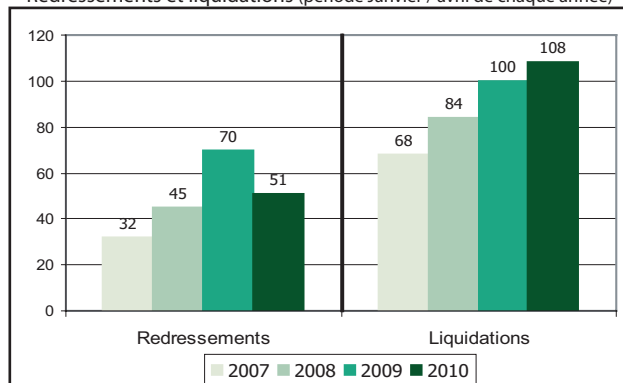
Progression des liquidations ... recul des redressements sur les 4 premiers mois de 2010

Sur les 4 premiers mois de 2010, le nombre d'ouvertures de procédures de redressements judiciaires a nettement reculé (-27,1%) comparé à la même période de 2009 (soit 51 redressements contre 70 un an plus tôt).

Comparé à la même période de 2008, le nombre de redressements s'inscrit néanmoins toujours en hausse de 13,3%.

Le nombre de liquidations judiciaires continuent, pour sa part, de croître : +8,0% sur les 4 premiers mois de 2010 comparé à la même période de 2009 (108 liquidations contre 100 l'année passée à la même période).

Redressements et liquidations (période Janvier / avril de chaque année)

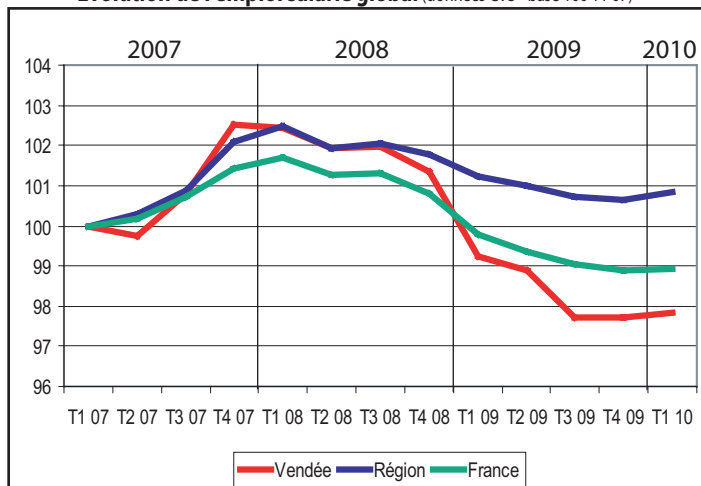


8 - Conjuncture vendéenne : Emploi

Sources : Pôle Emploi - Traitement : Observatoire Économique, Social et Territorial de la Vendée

Net recul de l'emploi salarié sur un an à mars 2010 ... mais stabilisation depuis septembre 2009

Évolution de l'emploi salarié global (données CVS - base 100 T1 07)



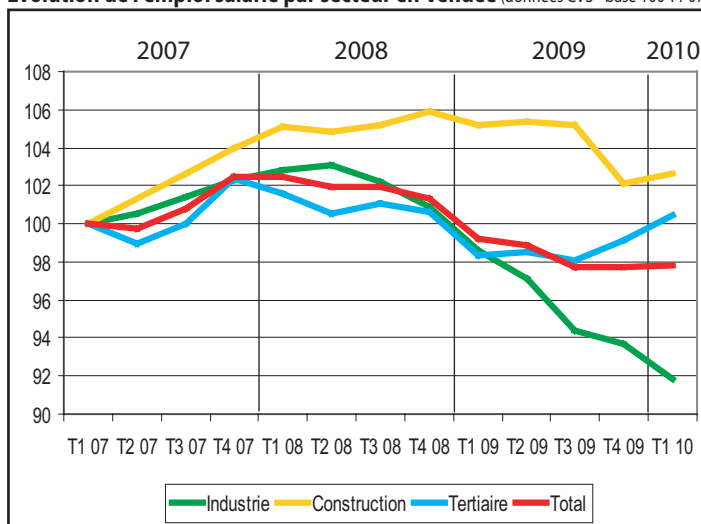
L'emploi salarié dans les activités marchandes non agricoles (données cvs - estimations toutes tailles) a reculé de -1,4%, soit une perte de 2 365 emplois entre mars 2009 et mars 2010 en Vendée. Comparé à mars 2008, la perte d'emploi salarié s'établit à -4,3%, soit perte de 7 715 emplois.

Néanmoins, il convient de souligner que le repli de l'emploi salarié a cessé depuis septembre 2009. Les effectifs sont restés indentiques entre fin septembre 2009 et fin décembre 2009, et ont même légèrement progressé (+0,1%) entre fin décembre 2009 et fin mars 2010.

Selon Pôle emploi, la Vendée compte 163 815 emplois salariés dans les activités marchandes non agricoles à mars 2010 (estimations données cvs).

Comme en Vendée, les effectifs salariés en Région et en France connaissent également, mais de façon plus mesurée, une diminution sur un an à fin mars (respectivement -0,4% et -0,9%) bien qu'ils se soient stabilisés depuis 2 trimestres.

Évolution de l'emploi salarié par secteur en Vendée (données CVS - base 100 T1 07)



Sur un an à fin mars 2010, seul le secteur tertiaire enregistre une hausse de ses effectifs salariés (+2,2%, soit un gain de 1 974 emplois) en Vendée. Comparé à mars 2008, l'emploi salarié du secteur tertiaire s'affiche toutefois en retrait de -1,1% (1 030 emplois en moins).

Selon Pôle emploi, la Vendée compte 91 617 emplois salariés dans le secteur tertiaire à fin mars 2010.

Les secteurs de l'industrie et de la construction enregistrent, pour leur part, une dégradation respective de -6,9% (soit une perte de 3 840 emplois) et -2,4% (soit -486 emplois) sur un an à fin mars 2010. Comparé à mars 2008, le recul de l'emploi salarié est encore plus prononcé pour l'industrie : -10,7% soit une perte de 6 200 emplois en 2 ans.

Selon le Pôle emploi, la Vendée compte 51 886 emplois salariés dans le secteur de l'industrie et 20 098 dans celui de la construction à fin mars 2010.

9 - Conjuncture vendéenne : Chômage

Sources : INSEE-Pôle Emploi - Traitement : Observatoire Économique, Social et Territorial de la Vendée

Le nombre de DE tend à se stabiliser depuis juin 2009

La Vendée compte 21 837 demandeurs d'emploi (DE) à la fin du mois de mai 2010 (données CVS - cat.A), soit une augmentation mesurée de +1,5% sur un an (326 DE supplémentaires).

Comparé à mars 2008 (point le plus bas du chômage en Vendée avant la crise), la Vendée enregistre près de 7 500 demandeurs d'emploi supplémentaires, soit une hausse de plus de 50% (+52,0%).

Notons enfin qu'aux échelles régionale et nationale, la progression du nombre de DE sur un an à fin mai 2010 s'est avérée plus soutenue qu'en Vendée avec respectivement +4,7% (soit +5 996 DE) et +7,1% (soit +178 000 DE).

Sur un an à fin avril 2010, seuls les DE de moins de 25 ans enregistrent un recul de leur nombre (données brutes) avec -7,9%. Les autres catégories souffrent, pour leur part, d'une progression des inscriptions à Pôle emploi sur la période considérée :

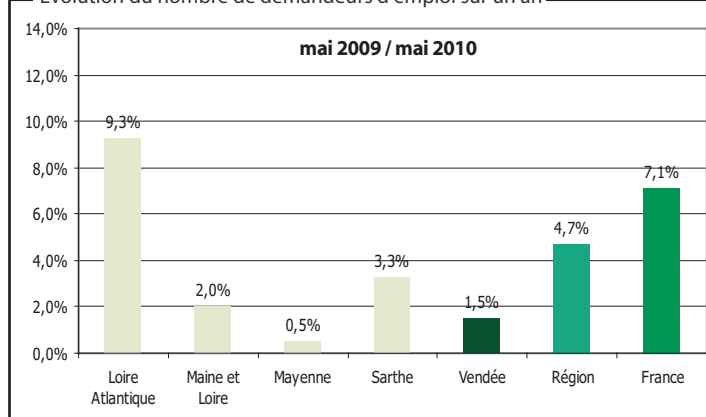
- le chômage des plus de 50 ans : +26,1%
- le chômage des hommes : +4,3%
- le chômage des femmes : +31,9%.

Demandeurs d'emploi Cat.A (Données C.V.S.*) et Taux de chômage

	Mai 2010	Evol. VA mai 2009 / mai 2010	Taux déc. 2008	Taux déc. 2009
Vendée	21 837	+ 326	6,3%	8,4%
Région	133 803	+ 5 996	6,7%	8,6%
France	2 699 600	+ 178 000	7,8%	9,6%

*Données corrigées des variations saisonnières

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi sur un an



9 - Conjoncture vendéenne : Chômage (suite) Sources : INSEE-Pôle Emploi - Traitement : Observatoire Économique, Social et Territorial de la Vendée

Depuis juin 2009, on observe une tendance à une stabilisation du nombre des DE en Vendée. Depuis cette date en effet, seuls les mois de septembre 2009 et de mai 2010 ont enregistré des progressions sensibles des inscriptions à Pôle emploi (respectivement +2,7% et +1,7%).

Évolution du nombre de DE et taux de chômage par zone d'emploi

Au sein des Pays de la Loire, ce sont les zones d'emploi de Saint-Nazaire et de Châteaubriant qui enregistrent les plus vives hausses du nombre de DE entre avril 2009 et avril 2010: respectivement +17,7% et +14,2%.

En Vendée, la plus forte progression concerne la zone d'emploi Vendée-Ouest avec +7,2% sur un an à avril 2010 (+4,6% pour Vendée-Sud, +2,2% pour Vendée-Est et +1,3% pour La Roche-sur-Yon).

Notons enfin que seules 2 zones d'emploi ligériennes observent une baisse de leur nombre de DE : -8,8% pour Sarthe-Nord et -1,1% pour le Choletais.

A fin décembre 2009, le taux de chômage en Vendée s'établissait à 8,4% de la population active. Les taux de chômage ligérien et français s'établissaient, pour leur part, à respectivement 8,6% et 9,6%.

Le taux de chômage poursuivait donc, au 4^{ème} trimestre 2009, sa forte hausse entamée depuis mars 2008 (5,4%, soit le point le plus bas) en progressant de 3 points dans notre département.

A fin décembre 2009, la zone d'emploi de Vendée-Est est toujours celle qui affiche le taux de chômage le plus bas des Pays de la Loire : 5,7%.

Les 3 autres zones d'emploi vendéennes proposent, pour leur part, des taux de chômage nettement supérieurs (de plus de 2 points) :

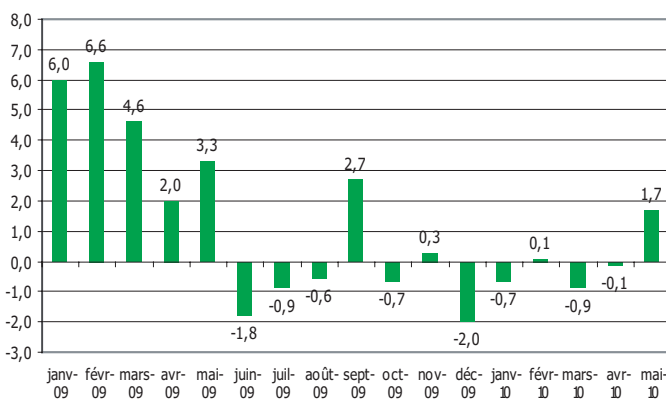
- 8,1% pour Vendée-Sud
- 8,3% pour la Roche-sur-Yon
- 10,0% pour Vendée-Ouest (soit le taux de chômage le plus élevé de la Région avec celui de la zone d'emploi du Mans).

Très forte progression des offres d'emploi enregistrées sur le début d'année 2010 (OEE)

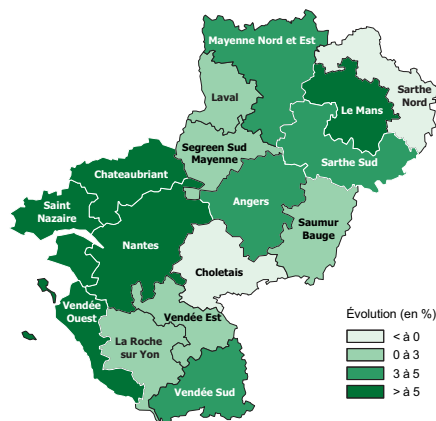
Le Pôle emploi a enregistré en Vendée 11 106 offres d'emploi (données brutes - cat. ABC) sur les 4 premiers mois de 2010 contre 7 956 sur la même période de 2009, soit une très forte augmentation de +39,6%. Cette forte progression survient toutefois après un effondrement des offres dans des proportions aussi importantes sur la même période de 2009 (-33,9% entre janvier-avril 2008 et janvier/avril 2009). Ainsi, comparé aux 4 premiers mois de 2008, les offres d'emploi enregistrées au Pôle emploi en 2010 s'établissent encore en retrait de -7,7%.

Comme en Vendée, les Pays de la Loire et la France enregistrent de fortes hausses des offres d'emploi sur la période janvier/avril 2010 comparé à l'année précédente : respectivement +24,0% et +16,9%.

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi en Vendée (evol. mensuelle)

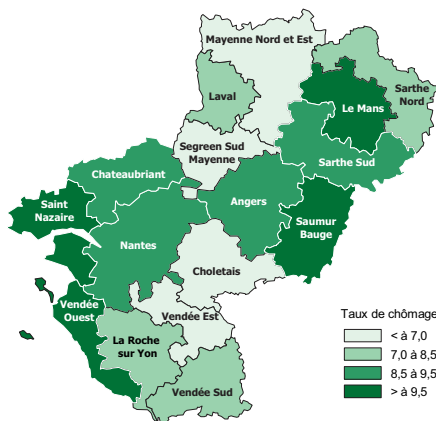


Évolution du nombre de DE par zone d'emploi sur un an à avril 2010 (en %)



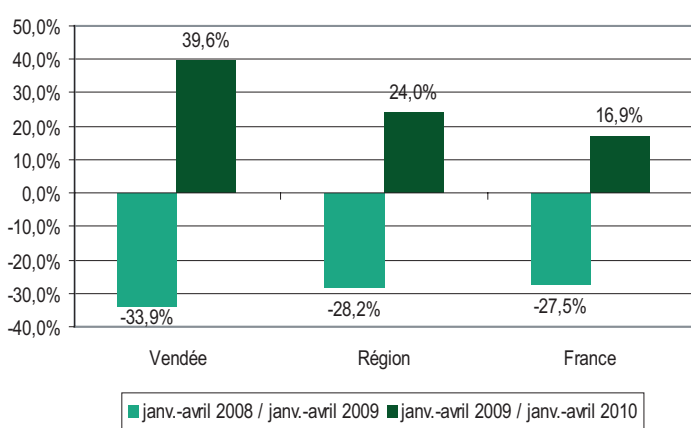
Sources : Insee - DRTEFP (SEPE) - Observatoire Économique Social et Territorial de la Vendée

Taux de chômage par zone d'emploi au 31 décembre 2009 (en %)



Sources : Insee - DRTEFP (SEPE) - Observatoire Économique Social et Territorial de la Vendée

Évolution du nombre d'offres d'emploi enregistrées



10 - Conjoncture vendéenne : Logement et locaux non résidentiels

Au 1^{er} trimestre 2010, les autorisations de permis de construire continuent de fortement se replier dans le logement collectif mais se redressent sensiblement dans l'individuel

Avec 1 457 logements autorisés en Vendée au 1^{er} trimestre 2010, l'ensemble des permis de construire délivrés s'inscrit en repli de 5,7% comparé à la même période de 2009. Cette baisse prolonge, de façon toutefois beaucoup moins vive, la tendance observée sur les 3 dernières années : -29% entre le 1^{er} trimestre 2006 (3 960 autorisations) et le 1^{er} trimestre 2007 (2 809 permis), -14,3% entre 2007 et 2008 (2 406 permis) et -35,7% entre 2008 et 2009 (1 545 permis).

Ce repli d'ensemble cache toutefois des dynamiques opposées entre l'individuel et le collectif.

Dans l'individuel (88% de l'ensemble des autorisations au 1^{er} trimestre 2010), **le nombre des autorisations s'inscrit, en effet, en hausse de 4% ; soit 1 282 permis de construire sur les trois 1^{er} mois de l'année contre 1 233 un an auparavant.** Plus précisément, les permis progressent de 6,4% dans l'individuel pur (1 108 contre 1 041) mais se replient de 9,4% dans l'individuel groupé (174 contre 192).

Le logement collectif enregistre, pour sa part, un effondrement à -80,6% des autorisations de permis de construire sur le 1^{er} trimestre 2010. Si cet effondrement porte, il est vrai, sur des volumes beaucoup plus réduits que dans l'individuel (55 logements collectifs autorisés sur la période contre 284 en 2009), il confirme toutefois l'impact de la conjoncture économique actuelle sur les projets immobiliers collectifs, et notamment sur les projets privés.

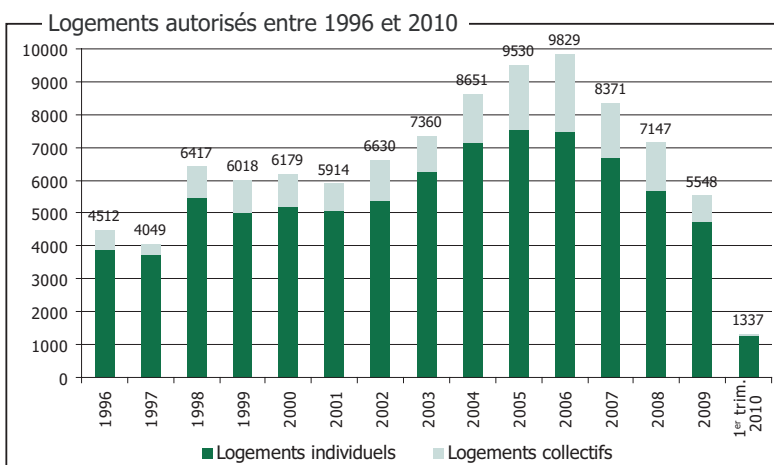
En Région et en France métropolitaine, les permis de construire s'incrivent globalement en hausse sur le 1^{er} trimestre 2010 : respectivement +6,5% et +5,5%. Dans le détail, les tendances observées dans notre département se confirment à ces échelles régionale et nationale. Alors que les autorisations de permis progressent dans l'individuel (+24,3% en Région et +13% en France), elles se replient très nettement dans le collectif en Pays de la Loire (-33,3%) et plus modérément à l'échelle de l'Hexagone (-3,4%).

Progression des surfaces autorisées en Vendée au 1^{er} trimestre 2010 pour les locaux non résidentiels dans un marché régional et national en net recul

En Vendée, les surfaces autorisées pour les locaux non résidentiels au cours du 1^{er} trimestre 2010 se sont élevées à 120 300 m², soit en progression de 12,7% comparé à la même période de 2009. Dans le détail, cette progression incombe essentiellement aux bâtiments du secteur public et d'intérêts collectifs (surfaces en progression de 136% à 47 600m² sur le 1^{er} trimestre 2010) ainsi qu'à ceux regroupés dans les "autres destinations" (bureaux, hébergement hôtelier, artisanat) qui croissent de 25% à 23 200m². A l'inverse, les investissements en bâtiments dans l'industrie-stockage (-25% à 36 700m² sur les 3 premiers mois de 2010) et dans le commerce (-38% à 12 800m²) se contractent de nouveau fortement sur ce début d'année.

En Région et en France, les surfaces autorisées pour les bâtiments non résidentiels s'inscrivent, dans les deux cas, très nettement à la baisse sur le 1^{er} trimestre 2010 : respectivement -29,5% et -17,1%.

	Vendée		Région		France	
	1 ^{er} trim. 2010	Evol. 2009/2010	1 ^{er} trim. 2010	Evol. 2009/2010	1 ^{er} trim. 2010	Evol. 2009/2010
Logements autorisés	1 457	- 5,7%	6 096	+6,5%	99 328	+12,3%
Logements commencés	1 298	+0,5%	4 992	- 7,1%	75 262	-4,6%



11 - Immatriculations de véhicules

Sources : Fichier central des automobiles et CCFA
Traitement : Observatoire Économique, Social et Territorial de la Vendée

Retournement du marché national des ventes de véhicules neufs à partir d'avril 2010

REMARQUE : la mise à jour des statistiques relatives aux immatriculations de véhicules particuliers neufs en Vendée pour le début d'année 2010 n'est pas disponible à la date de la publication de ce point de conjoncture. L'analyse qui suit s'appuie donc uniquement sur des données collectées à l'échelle nationale pour les 5 premiers mois de 2010. Pour les statistiques vendéennes de 2009 (et années antérieures), nous invitons le lecteur à consulter la dernière notre de conjoncture de l'OESTV d'avril 2010.

Après avoir progressé de 10,7% en 2009 grâce à la prime à la casse et aux divers avantages concédés par les constructeurs automobiles, **les ventes de véhicules neufs, sous l'effet notamment des reliquats des achats effectués au dernier trimestre 2009, ont prolongé cette tendance sur le 1^{er} trimestre 2010 en augmentant, à l'échelle nationale, de 17,9% par rapport à la même période de 2009** (595 000 voitures particulières neuves immatriculées au 1^{er} trimestre contre 505 000 en 2009 ; +14,3% en janvier, +18,2% en février et +17,9% en mars).

Cependant, et compte tenu de la diminution progressive des avantages liés à la prime à la casse depuis début 2010, le marché du neuf commence, comme prévu, à s'essouffler depuis avril au niveau national. En avril, la progression des ventes de véhicules particuliers a été en effet moins vigoureuse (+1,9% comparé à avril 2009, soit 190 917 ventes contre 187 360 en avril 2009) puis, en mai, la tendance s'est inversée avec un recul des livraisons de 11,5% (186 268 ventes contre 208 120 en mai 2009).

L'Observatoire Économique, Social et Territorial de la Vendée est financé par :

